

12. CONVENTION SUPPRIMANT L'EXIGENCE DE LA LÉGALISATION DES ACTES PUBLICS ÉTRANGERS¹

(Conclue le 5 octobre 1961)

Les Etats signataires de la présente Convention,
Désirant supprimer l'exigence de la légalisation diplomatique ou consulaire des actes publics étrangers,
Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

La présente Convention s'applique aux actes publics qui ont été établis sur le territoire d'un Etat contractant et qui doivent être produits sur le territoire d'un autre Etat contractant.

Sont considérés comme actes publics, au sens de la présente Convention :

- a) les documents qui émanent d'une autorité ou d'un fonctionnaire relevant d'une juridiction de l'Etat, y compris ceux qui émanent du ministère public, d'un greffier ou d'un huissier de justice ;
- b) les documents administratifs ;
- c) les actes notariés ;
- d) les déclarations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposées sur un acte sous seing privé.

Toutefois, la présente Convention ne s'applique pas :

- a) aux documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires ;
- b) aux documents administratifs ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière.

Article 2

Chacun des Etats contractants dispense de légalisation les actes auxquels s'applique la présente Convention et qui doivent être produits sur son territoire. La légalisation au sens de la présente Convention ne recouvre que la formalité par laquelle les agents diplomatiques ou consulaires du pays sur le territoire duquel l'acte doit être produit attestent la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

Article 3

La seule formalité qui puisse être exigée pour attester la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu, est l'apposition de l'apostille définie à l'article 4, délivrée par l'autorité compétente de l'Etat d'où émane le document.

¹ Cette Convention, y compris la documentation y afférente, est disponible sur le site Internet de la Conférence de La Haye de droit international privé (www.hcch.net), sous la rubrique « Conventions » ou sous l'« Espace Apostille ». Concernant l'historique complet de la Convention, voir Conférence de La Haye de droit international privé, *Actes et documents de la Neuvième session (1960)*, tome II, *Légalisation* (193 p.).

Toutefois la formalité mentionnée à l'alinéa précédent ne peut être exigée lorsque soit les lois, règlements ou usages en vigueur dans l'Etat où l'acte est produit, soit une entente entre deux ou plusieurs Etats contractants l'écartent, la simplifient ou dispensent l'acte de légalisation.

Article 4

L'apostille prévue à l'article 3, alinéa premier, est apposée sur l'acte lui-même ou sur une allonge ; elle doit être conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Toutefois elle peut être rédigée dans la langue officielle de l'autorité qui la délivre. Les mentions qui y figurent peuvent également être données dans une deuxième langue. Le titre « Apostille (Convention de La Haye du 5 octobre 1961) » devra être mentionné en langue française.

Article 5

L'apostille est délivrée à la requête du signataire ou de tout porteur de l'acte.

Dûment remplie, elle atteste la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

La signature, le sceau ou timbre qui figurent sur l'apostille sont dispensés de toute attestation.

Article 6

Chaque Etat contractant désignera les autorités prises ès qualités, auxquelles est attribuée compétence pour délivrer l'apostille prévue à l'article 3, alinéa premier.

Il notifiera cette désignation au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou de sa déclaration d'extension. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

Article 7

Chacune des autorités désignées conformément à l'article 6 doit tenir un registre ou fichier dans lequel elle prend note des apostilles délivrées en indiquant :

- a) le numéro d'ordre et la date de l'apostille,
- b) le nom du signataire de l'acte public et la qualité en laquelle il a agi, ou, pour les actes non signés, l'indication de l'autorité qui a apposé le sceau ou timbre.

A la demande de tout intéressé l'autorité qui a délivré l'apostille est tenue de vérifier si les inscriptions portées sur l'apostille correspondent à celles du registre ou du fichier.

Article 8

Lorsqu'il existe entre deux ou plusieurs Etats contractants un traité, une convention ou un accord, contenant des dispositions qui soumettent l'attestation de la signature, du sceau ou timbre à certaines formalités, la présente Convention n'y déroge que si lesdites formalités sont plus rigoureuses que celle prévue aux articles 3 et 4.

Article 9

Chaque Etat contractant prendra les mesures nécessaires pour éviter que ses agents diplomatiques ou consulaires ne procèdent à des légalisations dans les cas où la présente Convention en prescrit la dispense.

Article 10

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à celle de l'Irlande, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Turquie.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 11

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 10, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 12

Tout Etat non visé par l'article 10 pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 11, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 15, litt. d). Une telle objection sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, entre l'Etat adhérent et les Etats n'ayant pas élevé d'objection contre l'adhésion, le soixantième jour après l'expiration du délai de six mois mentionné à l'alinéa précédent.

Article 13

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant signé et ratifié la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 11. Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant adhéré à la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 12.

Article 14

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 11, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 15

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 10, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 12 :

- a) les notifications visées à l'article 6, alinéa 2 ;
- b) les signatures et ratifications visées à l'article 10 ;
- c) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 11, alinéa premier ;
- d) les adhésions et objections visées à l'article 12 et la date à laquelle les adhésions auront effet ;
- e) les extensions visées à l'article 13 et la date à laquelle elles auront effet ;
- f) les dénonciations visées à l'article 14, alinéa 3.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 5 octobre 1961, en français et en anglais, le texte français faisant foi en cas de divergence entre les textes, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à l'Irlande, à l'Islande, au Liechtenstein et à la Turquie.

NOTE EXPLICATIVE
CONCERNANT
LA CONVENTION
SUPPRIMANT L'EXIGENCE
DE LA LÉGALISATION
DES ACTES PUBLICS ÉTRANGERS

La convention multilatérale déposée aujourd'hui et dont le texte est annexé à la présente note explicative a été adoptée à la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa neuvième session, le 5 octobre 1961.

Le 12 mai 2023, le gouvernement du Canada a déposé son instrument d'adhésion à la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers (la Convention) auprès du dépositaire de la Convention, soit le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. En vertu des dispositions de l'article 12 de la Convention, celle-ci entrera en vigueur au Canada, incluant le Québec, le 11 janvier 2024, soit le sixième jour après l'expiration d'un délai de six mois, suivant le dépôt de l'instrument d'adhésion par le gouvernement du Canada.

LE CONTEXTE

La Convention vise à simplifier la production des actes publics à l'étranger. Elle réduit le processus lent, lourd et coûteux de l'authentification traditionnelle par lequel la signature de l'émetteur de l'acte est attestée par une autorité dont la signature est à son tour attestée par une autre autorité et ainsi de suite jusqu'à faire intervenir généralement le ministère des Affaires étrangères du pays qui émet le document et le consulat du pays étranger qui le reçoit.

La Convention prévoit que la seule formalité qui puisse être exigée entre les États contractants, à cette fin, est l'apposition d'une attestation standardisée appelée « apostille », délivrée par une autorité compétente désignée par l'État d'où émane le document.

La Convention compte maintenant plus de 125 États contractants et est devenue l'un des traités multilatéraux les plus largement appliqués dans le domaine de l'entraide judiciaire, avec plusieurs millions d'apostilles émises chaque année.

Par ailleurs, l'adhésion était la seule voie ouverte au Canada s'il souhaitait devenir partie à la Convention puisqu'il n'était pas membre de la Conférence de La Haye de droit international privé au moment où la Convention a été adoptée.

UN ENGAGEMENT INTERNATIONAL IMPORTANT

L'article 22.2 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales* (L.R.Q., chapitre M-25.1.1) précise que tout engagement international important fait l'objet d'un dépôt à l'Assemblée nationale.

Il est de l'avis de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie que la Convention est un engagement international important au sens de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, notamment parce que sa mise en œuvre requiert l'adoption d'une loi et la prise d'un règlement.

En ce qui concerne le Québec, la mise en œuvre de la Convention implique l'approbation de cet engagement international important par l'Assemblée nationale, l'adoption d'une loi de mise en œuvre et d'un règlement ainsi que la prise d'un décret par le gouvernement afin qu'il puisse se déclarer lié par cette convention.

LA NÉGOCIATION

La Convention a été adoptée à la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa neuvième session, le 5 octobre 1961.

Le Canada n'a joint la Conférence de La Haye de droit international privé qu'en 1968. Conséquemment, n'étant pas membre de cette conférence, le Canada n'a pas participé à la négociation de cet instrument multilatéral.

LE CONTENU

Bien que le texte de la Convention ne prévoie pas de parties distinctes ou de chapitres, pour en faciliter la lecture et la compréhension, elle sera ci-après divisée par groupes d'articles, dont les titres qui suivent ne sont pas non plus précisés à la Convention.

Le champ d'application (articles 1 à 3)

Aux premiers articles, on indique les actes publics visés par la Convention de même que ceux qui sont exclus de son champ d'application.

Les actes publics qui sont visés doivent avoir été établis sur le territoire d'un État contractant et être produits sur le territoire d'un autre État contractant à la Convention pour être dispensés de l'obligation de légalisation sur ce dernier territoire. Dans ces cas, la seule formalité qui puisse être exigée est l'apposition de l'apostille par l'autorité compétente de l'État d'où émane le document.

Il y est aussi prévu que si les lois, les règlements, une entente ou les usages en vigueur dans l'État où l'acte doit être produit écartent, simplifient ou dispensent l'acte de légalisation, il en est de même pour ce qui concerne l'apposition de l'apostille.

L'apposition de l'apostille (articles 4 et 5)

Ces articles précisent la façon dont l'apostille elle-même est apposée, le modèle à utiliser et la langue dans laquelle elle est rédigée.

À la requête du signataire de l'acte ou de son porteur, une fois l'apostille remplie et apposée, celle-ci atteste la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

Désignation des autorités compétentes (article 6)

Lorsqu'il adhère à la Convention, l'État contractant désigne les autorités compétentes habilitées à délivrer l'apostille pour les actes ayant été établis sur son territoire et en notifie officiellement le dépositaire de la Convention. Il en est de même au moment de modifier ces désignations.

Le registre des apostilles (article 7)

Cet article prévoit que les autorités compétentes désignées doivent tenir un registre ou fichier ainsi que l'information qui doit y figurer.

Sur demande, l'autorité qui a délivré l'apostille doit être en mesure de vérifier si les inscriptions portées sur l'apostille correspondent à celles du registre ou du fichier.

Dérogation à la Convention (article 8)

Lorsqu'un instrument autre, conclu entre deux ou plusieurs États contractants, soumet l'attestation de la signature, du sceau ou timbre à certaines formalités, la Convention n'y déroge que si ces formalités sont plus rigoureuses.

Agents diplomatiques et consulaires (article 9)

Il revient à chaque État contractant de s'assurer que ses agents diplomatiques ou consulaires ne procèdent pas à des légalisations dans des cas visés par la Convention.

Dispositions finales (articles 10 à 15)

Ces articles précisent la façon dont les États peuvent devenir liés par la Convention, les délais et conditions d'acceptation, d'entrée en vigueur et de dénonciation, de même que les événements donnant lieu à des notifications de la part du dépositaire.

Les États qui étaient représentés à la session de la Conférence de La Haye de droit international privé au moment où la Convention a été conclue, de même que quelques autres États identifiés à l'article 10, peuvent la signer et la ratifier. Pour ces États, la Convention entre en vigueur le soixantième jour après le dépôt de leur instrument de ratification auprès du dépositaire.

Pour les autres États, comme le Canada, la Convention est ouverte à l'adhésion. Ces États doivent déposer leur instrument d'adhésion auprès du dépositaire de la Convention. Celle-ci entre en vigueur, pour ces États, le soixantième jour après l'expiration d'un délai de six mois, délai pendant lequel les États contractants peuvent élever une objection à l'encontre de l'État adhérent. À l'expiration de ce délai, la Convention entre en vigueur entre l'État y adhérent et les États n'ayant pas élevé d'objection contre son adhésion.

Un État contractant peut par ailleurs dénoncer la Convention selon les modalités prévues à l'article 14. Cette dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'État qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur entre les autres États contractants.

Le dernier article prévoit les événements qui donnent lieu à des notifications de la part du dépositaire aux États contractants, en application des divers articles de la Convention le prévoyant.

LES EFFETS

La Convention offrira un moyen plus rapide et moins coûteux que la légalisation pour permettre l'authentification de documents destinés à être utilisés à l'étranger, sur le territoire des États parties à la Convention.

Le processus actuel de légalisation, que la Convention vise à remplacer, continuera d'avoir cours pour les documents qui sont à produire sur le territoire des États qui ne sont pas parties à la Convention. Il en serait de même pour les documents qui ne seraient pas visés par les dispositions de mise en œuvre de cette convention au Québec. Il y aura donc deux processus différents appliqués par les différentes autorités québécoises impliquées.